

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au député que peut-être la seconde partie de la question, ou tout simplement la seconde question, est recevable et le ministre pourra y répondre. Je crois que celui-ci répondra par la même occasion à la première partie de la question.

**L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, j'ai en effet mentionné que nous avons un programme expérimental, à Vancouver, qui avait été établi par mon prédécesseur. C'était dans la région domiciliaire de Strathcona où nous avons, à titre d'expérience, consenti des prêts et des subventions aux propriétaires pour leur permettre de rénover leurs maisons. J'ai dit que ce programme nous apprenait beaucoup de choses.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. La présidence s'oppose à ce genre de questions et de réponses qui engendrent des difficultés de procédure. Le député peut poser sa question directement. La manière dont il s'y est pris et la réponse qu'il a reçue du ministre ont pour effet de faire porter le débat sur ce qui s'est dit en dehors de cette enceinte. A cet égard, ce genre de questions et de réponses est contraire au Règlement.

**M. Brewin:** Monsieur l'Orateur, j'espère que ma question supplémentaire sera formulée selon les normes. Envisage-t-on de déposer à la Chambre un projet de loi visant à étendre et à élargir la disposition relative aux prêts consentis pour remettre en état les logements existants?

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, ce projet de loi sera déposé en temps opportun, comme l'a annoncé le discours du trône. On saura, à ce moment-là, quelles en sont les dispositions.

\* \* \*

#### LA LOI SUR LA FAILLITE

DISPOSITION PERMETTANT AUX FAILLIS DE RECOURIR AUX SERVICES DES FONCTIONNAIRES DE LA DIRECTION—ON DEMANDE QUE L'APPLICATION SOIT ÉTENDUE AUX CULTIVATEURS

[Français]

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Consommation et des Corporations, je désire poser une question à son secrétaire parlementaire.

Nous avons reçu à midi de son ministère un bulletin annonçant que les victimes de faillites pourront à l'avenir recourir aux fonctionnaires de la Direction des faillites pour administrer leurs affaires.

L'honorable secrétaire parlementaire pourrait-il dire si ceux qui administrent eux-mêmes leurs biens, comme les cultivateurs, par exemple, pourront se prévaloir de ce nouveau règlement?

**M. l'Orateur:** Si le ministre peut répondre rapidement à cette question, je lui permettrai de le faire, mais normalement une telle question devrait être inscrite au *Feuilleton* ou débattue au moment de l'ajournement.

#### LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DISPROPORTIONNÉE DU COÛT DE L'ALIMENTATION EN I.-P.-É.—L'ÉTUDE PAR LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

[Traduction]

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Est-il au courant qu'il ressort d'une récente étude de Statistique Canada sur l'indice des prix à la consommation, que le coût de l'alimentation à l'Île-du-Prince-Édouard atteint le double ou le triple de celui des autres régions des Maritimes? S'il a connaissance d'une telle accélération des prix alimentaires à l'Île-du-Prince-Édouard, va-t-il renvoyer la question, pour étude, à la Commission des prix et des revenus?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je suis effectivement au courant de la question et je ne doute pas que la Commission des prix et des revenus y consacre son attention dans le cadre général de ses travaux.

**M. l'Orateur:** L'honorable représentant de Thunder Bay.

\* \* \*

#### LE CODE DU TRAVAIL DU CANADA

LA PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU PROJET DE LOI

**M. B. Keith Penner (Thunder Bay):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Quand pouvons-nous espérer que soit déposé le nouveau projet de loi tendant à modifier le Code du travail du Canada et renfermant des dispositions relatives aux changements technologiques?

**L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, j'espère qu'il le sera bientôt.

\* \* \*

• (1450)

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES POURPARLERS AVEC LES É.-U. RELATIFS À LA TAXE D'ÉGALISATION D'INTÉRÊT—LE RAPPORT AVEC L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, on a posé au ministre de l'Industrie et du Commerce la question suivante:

Des pourparlers ont-ils eu lieu avec le gouvernement des États-Unis à l'égard de l'exemption actuelle de la taxe d'égalisation d'intérêt, et ces pourparlers sont-ils reliés à ceux qui portent sur l'accord sur l'automobile?

Il a répondu que c'était au ministre des Finances qu'il fallait poser cette question. Hier, j'ai posé la question au ministre des Finances, qui, lui, a dit qu'elle relevait du ministre de l'Industrie et du Commerce. Voici ma question: y a-t-il quelqu'un dans le cabinet qui sache ce qui se passe, car j'aimerais qu'on réponde à ma question?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Au nom du ministre des Finances, en mon nom propre, et au nom des hauts fonctionnaires du ministère des Finances et de mon ministère, je tiens à dire bien clairement qu'il n'y a pas eu d'entretiens de ce genre.